A propos de l'arrêt de la deuxième chambre civile de la Cour de cassation du 18 avril 2013 Considérations sur l'Être et le néant

*Par Dominique ARCADIO
& Solène BOYER CHAMMARD
Avocats au Barreau de Lyon*

L'arrêt de la deuxième chambre civile de la Cour de cassation du 18 avril 2013 permet d'affiner le contour de la notion de « *perte d'espérance de vie* » ou « *préjudice d'effroi* ».

La Cour invite à une réflexion approfondie sur le préjudice moral de ces victimes confrontées à l'imminence de leur mort.

Elle nourrit un débat sur la notion de « *Souffrances Endurées* » dont il est difficile de penser qu'elle puisse intégrer dans de telles circonstances, **et** la douleur physique **et** l'angoisse de la mort.

La deuxième chambre civile de la Cour de cassation a rendu le 18 avril 2013, un arrêt qui apporte sa contribution aux contours des souffrances que représente, pour une victime mortellement blessée, la confrontation à l'imminence de sa mort.

Au cas d'espèce, la Haute cour a approuvé les juges du fond d'avoir retenu :

*« qu'il y a lieu de considérer d'une part, que la blessée a subi des souffrances physiologiques d'une intensité certaine ; d'autre part, qu'elle a eu **conscience de la gravité de son état et du caractère inéluctable de son décès** et qu'elle a ainsi éprouvé des souffrances morales et psychologiques notamment caractérisées par la **perte d'espérance de vie ou l'angoisse de mort** qu'elle a nécessairement ressentie pendant cette période. »*

La Cour de cassation approuve les premiers juges d'avoir accordé une somme de 30 000€ à ce double titre.

Si l'on doit se féliciter de la reconnaissance de l'intensité de l'angoisse qu'éprouve tout homme confronté à sa fin prochaine, on regrettera que ce préjudice ne soit pas distingué des « *Souffrances Endurées* », dont il se détache pourtant par sa nature et par sa dimension philosophique.

Nous ne sommes pas là que dans la « douleur » !

« la nomenclature n'est pas figée »

Les promoteurs du rapport DINTILHAC avaient insisté sur le fait que la nomenclature « *n'était pas figée* » et que tous les préjudices n'étaient pas dans la nomenclature !

Pour respecter le principe de réparation intégrale, la jurisprudence se doit de reconnaître les dommages spécifiques et les situations atypiques, lorsque celles-ci sont objectivées.

Avec la notion de "*perte d'espérance de vie*" - qu'on devrait plutôt appeler « *préjudice d'angoisse ou d'effroi* », - une jurisprudence se dessine.

En l'espèce, on dépasse la souffrance liée à l'accident ; on est déjà dans l'effroi que ressent tout être devant "*le silence éternel de ces espaces infinis*" qui effrayait déjà Pascal et qui continue à nous terrifier.

« C'est un véritable préjudice moral, d'une tout autre nature ! »

C'est un véritable préjudice moral, d'une tout autre nature !

Un certain nombre de décisions de justice rendues ces dernières années, nous permettaient de dessiner les contours de ce préjudice, moins d'ailleurs par ce qu'en disait la jurisprudence que par ce qu'elle n'en disait pas !

En « ombres chinoises », on devinait que la jurisprudence admettait l'indemnisation de ce préjudice spécifique en présence :

- du caractère inévitable de la mort (*c'est le cas ici*)
- de son absence de simultanéité avec l'accident (*c'est le cas ici*)
- de la conscience par la victime de la gravité de son état (*critère qui n'était pas systématiquement décisif puisque certaines décisions avaient accepté cette notion en présence d'un coma ; par exemple, CA Versailles, 1^{er} juillet 2010, n°09/02767 – jeune homme dans le coma décédé 9 jours après l'accident*). Ici la Cour de cassation fait expressément référence à la « *conscience de la gravité de son état* ».
- sans tenir compte de l'âge des victimes (*c'est le cas ici avec une victime relativement âgée*).
- et ne confondait pas ce préjudice avec les "*souffrances endurées*".

« La Cour de cassation semble vouloir faire rentrer dans le giron des «*Souffrances Endurées*» cette situation humaine pourtant sans pareille. »

Il semble que la deuxième chambre civile de la Cour de cassation veuille faire rentrer dans le giron des «*Souffrances Endurées*» cette situation humaine pourtant sans pareille.

On peut penser que les juges du fond, qui partagent le même vertige que tout un chacun devant le néant, adopteront une analyse différente, lorsqu'ils seront confrontés à des situations nous renvoyant à cette pensée de Montaigne selon laquelle "*la mort touche bien plus rudement le mourant que le mort*" !

A rapprocher de cette étude :

- La perte de vie, J.B. PREVOST, Gaz. Pal. 25 décembre 2009
- Le préjudice de la victime résultant de la réduction de son espérance de vie, D. YAKOUBEN ? Gaz. Pal. 25 décembre 2009
- Dossier Indemnisation et décès, BERNFELD et BIBAL, Gaz. Pal. 25 décembre 2009
- Jurisclasseur Responsabilité civile et assurances, Fascicule 202-20